fermé les yeux sur les demandes justes et injustes de la Russie, complètement aveuglés qu'ils étaient par l'intensité de leurs préjugés et de leurs émotions ou encore de leurs folles craintes de se voir abandonner d'elle en face du Japon s'ils ne cherchaient à l'apaiser. C'est, je crois, pour montrer à la population américaine et au monde en général que les États-Unis ont sensiblement modifié leur politique que le département d'État a publié la semaine dernière les documents de Yalta; cette raison seule suffit à motiver la chose, mais il y a bien d'autres excellentes raisons. En publiant ces documents, on nous apprend qu'Yalta offre un excellent exemple à ne pas suivre dans nos rapports avec les Russes, et comment ne doivent pas être négociés les règlements de paix. J'espère que nous en tiendrons compte. Les dirigeants des États-Unis se montrent aujourd'hui déterminés à profiter des erreurs monstrueuses de ceux qui les ont précédés à la direction des affaires. Il est déplorable évidemment que la version américaine des documents d'Yalta semblent porter atteinte à la réputation de M. Churchill. Tout le monde, je crois, le déplore. Il aurait mieux valu, si c'était possible, éviter cela du vivant du grand homme; chacun se rend compte qu'il a personnellement rendu d'éminents services à notre génération, c'est pourquoi nous déplorons tout ce qui peut le blesser. Les services inestimables qu'il a rendus au monde sont connus de tous et auront vite fait de dissiper tout nuage qui a pu assombrir sa réputation.

A propos des documents d'Yalta, je me rappelle quelque chose qui s'est produit à la Chambre il y a deux ans. Nous, du Crédit social, suivions de près depuis quelques années ce qui se passait sur la scène internationale et nous avons assisté à des capitulations répétées aux mains du communisme ainsi qu'à un accroissement alarmant de la puissance communiste. Nous nous sommes élevés contre ces choses, très souvent au risque de nous faire critiquer vertement.

Il y a deux ans, on a révélé bien des choses qui s'étaient passées à Yalta, Téhéran, Casablanca et Potsdam. J'ai alors déclaré que lorsqu'on connaîtrait tous les faits se rapportant à notre époque et lorsqu'on écrirait l'histoire de notre temps, un grand nombre de gens,—et j'entendais par là les millions de personnes qui vivent en Allemagne orientale, en Pologne, en Corée et dans d'autres pays que je pourrais nommer,—affirmeraient que les deux derniers présidents des États-Unis ont été de grands traîtres pour l'humanité. J'ai été l'objet de nombreuses attaques et

insultes, parce que je m'étais exprimé de cette façon-là. Je me souviens qu'au cours de la campagne électorale de 1953, le premier ministre (M. St-Laurent) m'a fortement attaqué, ainsi que les candidats créditistes en général, dans ma propre province, à cause de cette déclaration que j'avais faite au parlement.

Il fallait supprimer ce parti dissident, a-t-il dit, parce que nous avions osé lever le voile du secret qu'on avait maintenu sur ces conférences internationales. Nous avions évidemment péché en cherchant à renseigner la population canadienne. Cependant, le temps a l'habitude de blanchir ou de condamner. Les hommes d'État devraient se renseigner sur les faits essentiels afin d'agir avec perspicacité, surtout en des temps comme ceux-ci.

J'appelle l'attention du premier ministre sur les faits révélés dans les documents relatifs à Yalta, qui ont été dévoilés la semaine dernière. Je lui signale aussi une déclaration qu'a formulée un de ses plus ardents partisans dans l'Ouest canadien, le Journal d'Edmonton. Dans sa colonne éditoriale, le 18 mars dernier, à propos des documents d'Yalta, ce journal s'exprimait dans les termes énergiques suivants:

Les Anglais avaient probablement grandement raison de craindre que la révélation de ces faits crée de l'embarras pour tout le monde. Même les premiers résumés publiés par les journaux peuvent provoquer des explosions. Tous ceux qui ont participé aux entretiens, mais surtout l'ancien président Roosevelt, y apparaissent sous un jour extrêmement mauvais. On savait depuis longtemps que le président avait manqué de jugement sur la fin de sa vie, mais bien peu de gens se rendaient compte du degré de sa crédulité à l'égard de la Russie soviétique et de son animosité envers la Grande-Bretagne, ou tout au moins en ce qui concerne l'idée du Commonwealth, comme l'a révélé ces documents. L'exemple le plus frappant, il va sans dire, est la proposition qu'il a faite secrètement à Staline, en vue de mettre fin à l'influence britannique en Extrême-Orient et même en ce qui concerne la cession de Hong-Kong.

L'éditorial poursuit:

Il est décourageant, également, de voir les chefs reconnus du monde libre songer sérieusement, chose fantastique,—à diviser l'Allemagne en trois ou peut-être même cinq parties.

Les lourdes et astreignantes fonctions de premier ministre l'ont peut-être empêché il y a deux ans de se renseigner suffisamment sur les faits. Nous devons peut-être l'excuser pour ce motif. Je signale simplement qu'on nous attaque parfois, qu'on nous insulte parce que nous cherchons à aller au fond des choses et à renseigner la population du pays.

L'éditorial du *Journal* d'Edmonton déclare pour finir que les hommes d'État et les diplomates d'aujourd'hui peuvent, en observant